Le 07-06-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Le Pardem relaie l'appel de Programma 101 (P101), membre de la Coordination européenne pour la sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, pour la constitution d'un comité national de libération en Italie visant à créer un gouvernement de salut public. C'est le 16 juin à Rome que se tiendra la première assemblée de ce comité national.

Le 6 juin 2018



Bien que né lors du coup d'Etat de Mattarella, et que le contexte politique ait changé suite au compromis entre le M5S, la Lega et le palais du Quirinale (naissance au néo-gouvernement jaune-vert), l'appel lancé par d'importants intellectuels et travailleurs conserve une valeur politique indiscutable. Quels que soient ou seront les difficultés, les compromis, les avancées ou les reculs, la question de la reconquête de la souveraineté populaire et nationale est posée et la confrontation avec les puissances eurocrates est inévitable.

Programma 101 et la rédaction de SOLLEVAZIONE, soutiennent la création d'un COMITÉ NATIONAL DE LIBÉRATION qui donne vie à un GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC, soutiennent l'appel ci-dessous et invitent les citoyens à participer à l'ASSEMBLÉE QUI SE TIENDRA À ROME LE 16 JUIN prochain.

Contre le coup d'Etat !

Pour un gouvernement constitutionnel de salut public !

Pour un comité de libération nationale !

Après le référendum de 2011 pour la défense de l'eau comme bien commun, après celui du 4 décembre 2016 en défense de la Constitution républicaine, par le vote du 4 mars, les citoyens ont réitéré leur NON aux politiques néolibérales, ont dit stop à la confiscation de la démocratie et aux gouvernements subordonnés aux intérêts des pouvoirs oligarchiques Italiens et internationaux.

L'espoir d'un changement, l'espoir d'un gouvernement qui mettrait fin aux politiques antipopulaires et à l'austérité, et qui respecterait la souveraineté populaire, a été, une fois de plus déçu. Grâce à Sergio Mattarella, les mêmes pouvoirs, qui ont conduit le pays à la débâcle et la soumission - chômage, insécurité permanente, humiliation des travailleurs, salaires de misère, insécurité sociale, destruction de l'environnement - ont empêché le gouvernement M5S-Lega de se constituer et ont proposé un gouvernement austéritaire conduit par leur chien de garde Cottarelli.

Nous devons empêcher ce projet, nous devons nous mobiliser pour que la volonté de la grande majorité des citoyens soit respectée. Nous faisons appel au Mouvement 5 étoiles, la force politique récompensée électoralement par les citoyens pour son opposition aux gouvernements des forts, pour qu'un gouvernement Constitutionnel de salut public advienne. Un gouvernement qui, conformément à la Constitution de 1948 (inappliquée, violée et trahie par les forces qui ont gouverné pendant des décennies) mènera les grands changements nécessaires pour donner un avenir au pays. Ce gouvernement, nous en sommes sûrs, aura de son côté le consentement conscient et actif du peuple italien, consentement indispensable pour surmonter toutes les tentatives de sabotage que les pouvoirs, intérieurs et extérieurs à l'Italie, tenteront de mettre en œuvre.

Le Parlement est souverain. Les parlementaires, surtout ceux des M5S, en respectant la volonté de la majorité des Italiens, doit faire tous les efforts pour que le gouvernement ne tombe pas entre les mains des mêmes forces qui ont provoqué la débâcle du pays. Les parlementaires choisissent les personnalités les plus à même de mettre en œuvre, dans l'esprit de la Constitution, un programme de salut public.

- Abrogation de la loi Fornero [1];
- Abrogation du « Job's Act»[2] pour lutter contre le travail précaire ;
- Restauration et recréation de zones de démocratie effective, au-delà des échéances électorales, pour une participation croissante de la grande majorité de la population de notre pays à la gestion de la société et de leur propre vie ;
- Grand plan de dépenses publiques en vue du plein emploi, pour l'aménagement du territoire et l'amélioration de l'environnement, pour les soins de santé universels efficaces, pour le renouveau de l'école et de la connaissance, pour la défense des biens communs.
- Un revenu de citoyenneté qui assure une vie décente pour les citoyens privés d'emploi ;
- Reconquête de la souveraineté nationale et démocratique, contre l'Europe de la finance, contre l'OTAN, pour une Italie qui rejette la guerre.

Le parlement, souverain, n'est pas tenu d'attendre les basses manœuvres exécutées dans son dos. Le Parlement, qui est déjà dans la plénitude de ses pouvoirs, peut et doit prendre des mesures urgentes pour résoudre des crises industrielles qui seraient tragiques pour les travailleurs et pour l'ensemble du pays. Il doit

immédiatement assurer la remise en état et la pérennisation d'ILVA [3], nationaliser et relancer Alitalia[4], empêcher la fermeture de Embraco[5], de la Rational, de l'ex Lucchini et de toutes les usines condamnées à la fermeture par leurs propriétaires, à transférer et relocaliser les usines, qui tout en écrasant les travailleurs, endommagent gravement le pays.

Nous lançons un appel à toutes les forces et les personnes actives dans le domaine politique, syndical, social et intellectuel qui ont mérité la confiance de larges couches de la population de notre pays pour avoir agi avec cohérence, détermination et honnêteté face à l'attaque les partisans de « larges accords ». Ceux-ci, en fonction des opportunités se présentent comme de gauche ou de droite, et invariablement se comportent comme une force d'occupation conduisant, contre la grande majorité de la population italienne, une sorte de guerre. Nous appelons ces forces organisées ainsi que les individus à s'unir dans un nouveau Comité de libération nationale, pour libérer le pays de ces occupants et reconstruire, sur de nouvelles bases, avec la participation des travailleurs et de toutes les couches populaires, le droit au travail, la défense des biens communs et l'environnement.

Nous vous invitons à soutenir l'appel et à promouvoir la participation à la première Assemblée nationale qui se tiendra le 16 juin de 15h à 20h, au Centre Scout de Rome, Largo du Scoutisme 1.

Premiers signataires

- Ugo Mattei, giurista
- Alberto Lucarelli, giurista
- Paolo Maddalena, vice-presidente emerito della Corte Costituzionale
- Luigi de Giacomo, fondatore percorso Attuare la Costituzione
- Paolo Berdini, urbanista
- Rinaldo Valenti, Gruppo Operaio Cooperativa Rational, Massa
- Forum Ambiente Salute Lecce
- Giovanni Gioffrida, Spazi Popolari di San Nicola di Lecce
- Gianni Di Vincenti , operaio Maserati Grugliasco (TO)
- Stefano Battolla, Cobas, RSU Richard Ginori, Sesto Fiorentino
- Domenico De Stradis, USB; FCA Melfi
- GalleryArt, organizzazione culturale, spazio occupato in Galleria Principe, Napoli
- Fabio Frati, sindacalista Alitalia, CUB Trasporti
- Sergio Cesaratto, economista
- Felice Floris, Movimento dei Pastori
- SardiIvana Fabris, Movimento Essere Sinistra
- Rossana Becarelli, medico e antropologo
- Comitato Salute Pubblica di Cecina
- Coordinamento Art. 1 – Camping C.I.G., Piombino

Notes du traducteur

1 – Elsa Fornero, ministre du Travail et des Politiques sociales du gouvernement de Mario Monti. La loi qu'elle a fait voter a facilité les licenciements et a prévu une hausse échelonnée de l'âge du départ à la retraite… qui pourrait atteindre 75 ans !.

2 – « Réforme » du droit du travail de Mateo Renzi

3 - Numéro un italien de la sidérurgie, employant plus de 12 000 personnes, acheté en mai 2018 par ArcelorMittal, propriété de l'Indien Lakshmi Mittal

4 – Compagnie aérienne nationale italienne dont 49% des parts ont été acquises en 2014 par Etihad (compagnie aérienne nationale des Émirats arabes unis). En mars 2017, Alitalia annonce la suppression de 2 500 emplois et une baisse de salaire de 8 %.mais 67 % des 6 816 salariés ont rejeté le plan social négocié entre l'entreprise et les syndicats. la compagnie maintient les plans de vols.

5 – Société de fabrication de compresseurs (groupe Whirlpool) dont le siège est au Brésil qui a été vendue vendue au japonais Nidec Corporation. 497 à 537 licenciements sont prévus.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire